

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N°417 / Septembre 2024

TENDANCES CONJONCTURELLES

2^e TRIMESTRE 2024

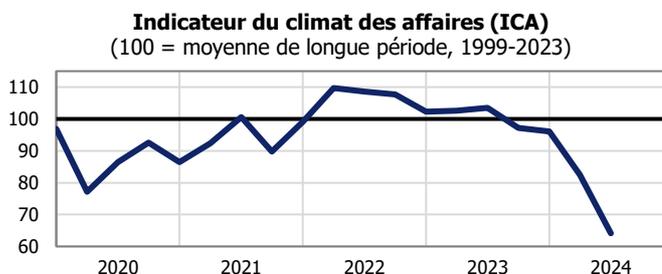
L'économie calédonienne très durement affectée par les émeutes

L'indicateur du climat des affaires s'effondre

Au deuxième trimestre 2024, l'ICA enregistre une chute historique (plus de 18 pt) après les émeutes de mai 2024. Alors que l'ICA du 1^{er} trimestre était déjà particulièrement faible en lien avec la crise majeure du secteur du nickel (82,4), **le 2^e trimestre 2024 représente un plus bas depuis la création de l'indicateur (64,1).** Ce niveau est largement inférieur au précédent plancher du 1^{er} trimestre 2020 (77,2, atteint au début de la pandémie de Covid-19).

Le coût des destructions du tissu économique liées aux émeutes est considérable, plusieurs centaines d'entreprises ont subi des dégradations, sans compter les infrastructures publiques. Au-delà du bilan humain et matériel, ces destructions entraînent une hausse substantielle du nombre de chômeurs alors que la situation financière des comptes sociaux était déjà critique.

De nombreux indicateurs conjoncturels traduisent cet effondrement : très nette dégradation de la consommation des ménages, forte contraction de la production de crédits bancaires, chute des importations...



Source : IEOM, enquête de conjoncture

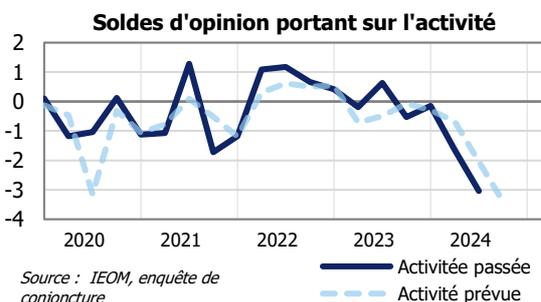
Les perspectives d'activité reculent nettement

L'activité des entreprises s'effondre au 2^e trimestre 2024. En effet, de nombreuses entreprises ont été partiellement ou complètement détruites, tandis que les autres ont été confrontées aux blocages des axes de circulation par les émeutiers, entravant leur fonctionnement.

85 % des entreprises répondantes déclarent ainsi une dégradation de leur activité.

Pour le trimestre à venir, 88 % des entreprises répondantes anticipent une nouvelle chute de leur activité. Le solde d'opinion sur l'activité prévue diminue ainsi très fortement (-3,4 pt).

À un horizon de 12 mois, 59 % des entreprises répondantes craignent une défaillance (contre 28 % au T1 2024 et 17 % au T4 2023). Il s'agit d'un niveau jamais observé jusque là.



Source : IEOM, enquête de conjoncture

Les perspectives d'investissement s'effondrent également

Dans ce contexte de crise exacerbée, le solde d'opinion portant sur l'investissement à 12 mois chute fortement (-4,4 pt au 2^e trimestre, après -2,2 pt au trimestre précédent). Il souligne l'absence totale de visibilité des chefs d'entreprise.

Au 2^e trimestre 2024, la production totale de crédits aux entreprises (hors découverts, chiffres bruts) est en fort retrait en rythme trimestriel (-28,7 %) et annuel (-39,9 %). Le plus fort recul trimestriel concerne les crédits de trésorerie (-45,0 %), puis les crédits d'équipement (-33,1 %).

Les tensions de trésorerie s'accroissent fortement

La trésorerie des entreprises se dégrade significativement, sans perspective d'amélioration : le solde d'opinion sur la trésorerie passée se contracte de 2,8 pt et celui sur la trésorerie anticipée au prochain trimestre de 3,3 pt.

Les entreprises interrogées constatent également une forte détérioration des délais de paiement clients (-2,4 pt sur le solde d'opinion) et anticipent une poursuite de cette dégradation au 3^{ème} trimestre (-3,6 pt).

A ce stade, les entreprises interrogées ne rapportent pas de conséquence forte des émeutes sur le niveau de leurs prix de vente.

L'indice des prix à la consommation augmente nettement, porté par l'alimentation et l'énergie

Alors que les tensions inflationnistes s'étaient progressivement apaisées en 2023, les émeutes ont provoqué une hausse sensible des prix, notamment alimentaires en juin 2024. En effet, les difficultés d'approvisionnement ont affecté à la fois l'offre (pénuries) et la demande de biens et services (forte demande liée à des logiques de précaution, entraînant la mise en place par certains distributeurs de règles de rationnement).

Au 2^e trimestre 2024, l'indice des prix à la consommation (IPC) est donc en nette hausse (2,0 % sur un trimestre). Les hausses des prix de l'alimentation (+3,5 %) et de l'énergie (+3,6 %) sont les plus significatives. La hausse des prix des produits manufacturés s'établit à +2,1 % et celle des services à +1,1 %.

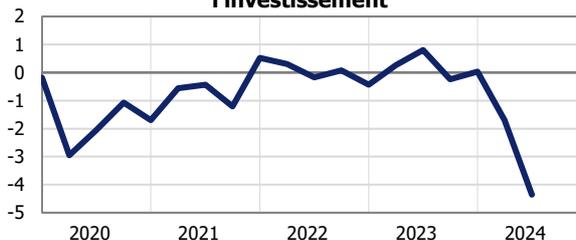
La hausse des prix a été particulièrement marquée au mois de juin, atteignant 1,3 % en glissement mensuel. Cette progression est nourrie par la composante alimentaire dont l'augmentation (+3,7 %) est la plus forte observée sur un mois depuis 1983.

Les perspectives sur l'emploi se dégradent considérablement

Les dernières données relatives à l'emploi publiées par l'ISEE portent sur le T1 2024. L'emploi salarié privé a diminué sur un an (-3,1%) ainsi que sur 3 mois (-2,0 %, données CVS). La conjugaison des déboires du secteur du nickel et des destructions d'entreprises intervenues lors des émeutes de mai 2024 ont amplifié la détérioration du marché de l'emploi au 2^{ème} trimestre 2024.

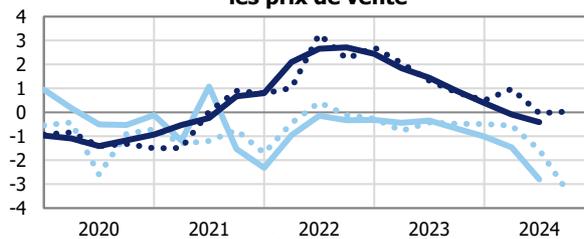
Le solde d'opinion sur les effectifs du trimestre passé diminue (-3,5 pt), tandis que celui portant sur le trimestre à venir s'effondre (-4,7 pt). 78 % des entreprises interrogées anticipent une baisse de leurs effectifs salariés au 3^{ème} trimestre.

Soldes d'opinion portant sur l'investissement



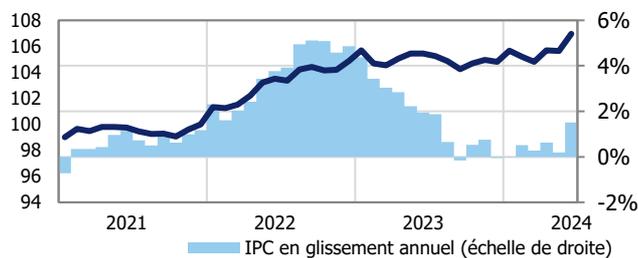
Source : IEOM, enquête de conjoncture

Soldes d'opinion portant sur la trésorerie et les prix de vente



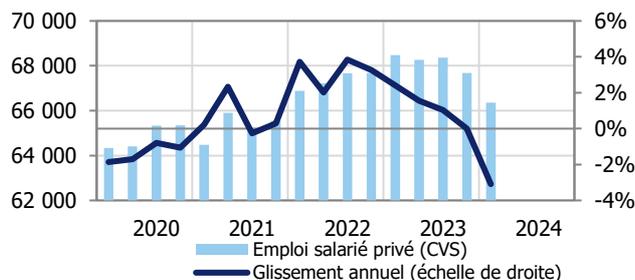
Source : IEOM, enquête de conjoncture

Indice des prix à la consommation



Source : ISEE

Emploi salarié privé



Source : ISEE, CAFAT, CVS par l'ISEE

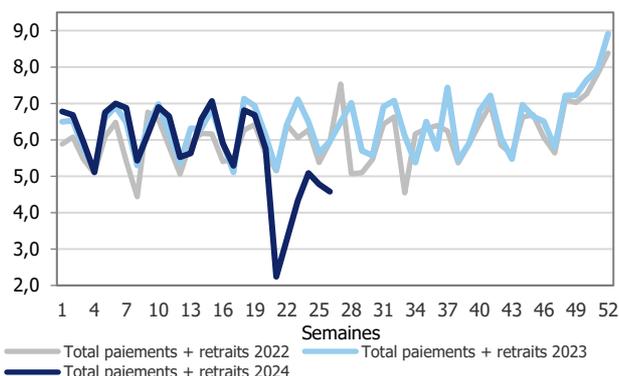
La consommation des ménages se contracte très nettement

Plusieurs indicateurs suggèrent une chute marquée de la consommation des ménages au 2^e trimestre 2024. Lors de la première semaine des émeutes, les paiements et les retraits par carte bancaire s'établissent à 2,2 Md XPF (contre 5,2 Md XPF à la même période en 2023).

La production de prêts personnels et à la consommation s'effondre en glissement trimestriel (-45,7 %) et annuel (- 59,7 %). La production de crédits à l'habitat est également en fort repli (-49,0 % sur trois mois). Le nombre d'immatriculations de véhicules particuliers neufs fléchit également et ce, pour le troisième trimestre consécutif (-44,8 % sur un trimestre, CVS). La demande est également atone sur le marché de l'occasion (- 42,9 % sur un trimestre, CVS).

Ainsi, malgré un rebond lié à la réouverture progressive des commerces, la consommation des ménages au 2^{ème} trimestre 2024 paraît largement inférieure à celle observée au 2^{ème} trimestre de 2023. Cette baisse de la consommation serait plus importante que celles observées lors des confinements liés à la pandémie en 2020 et 2021. Cependant, les indicateurs de vulnérabilité des ménages n'indiquent pas encore de dégradation significative au 2^e trimestre 2024. Le nombre de personnes physiques interdites bancaires est en légère hausse sur le trimestre (+1,8 %). Le nombre de personnes s'étant vu retirer leur carte bancaire progresse de 15,6 % sur la même période.

Total paiement par carte et retraits / semaine
(en milliards XPF)



Source : IEOM (cartes bancaires Visa et MasterCard)

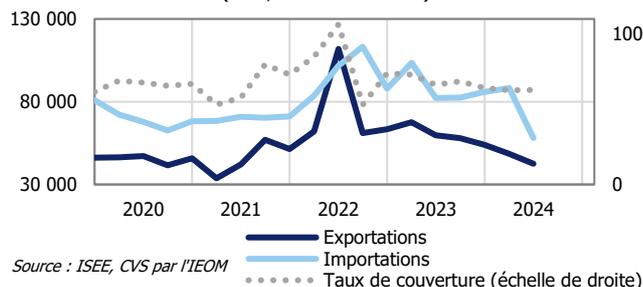
Les importations reculent significativement

La valeur des exportations représente 73,2 % de celle des importations (CVS) au 2^e trimestre contre 54,9 % au trimestre précédent et 72,6 % au 2^e trimestre 2023.

Cette apparente amélioration du taux de couverture s'explique avant tout par la forte baisse des importations sur le trimestre (-34,3 %, CVS), notamment de combustibles dans un contexte de recul de l'activité minière et métallurgique (arrêt de la production de KNS, grandes difficultés à la SLN...).

Les exportations diminuent également au 2^{ème} trimestre, mais moins fortement que les importations (-12,4 % sur trois mois, CVS). Sur un an, le recul est plus significatif (-28,9 %, CVS) en raison de la baisse des exportations de nickel.

Echanges commerciaux
(CVS, en millions XPF)



Source : ISEE, CVS par l'IEOM

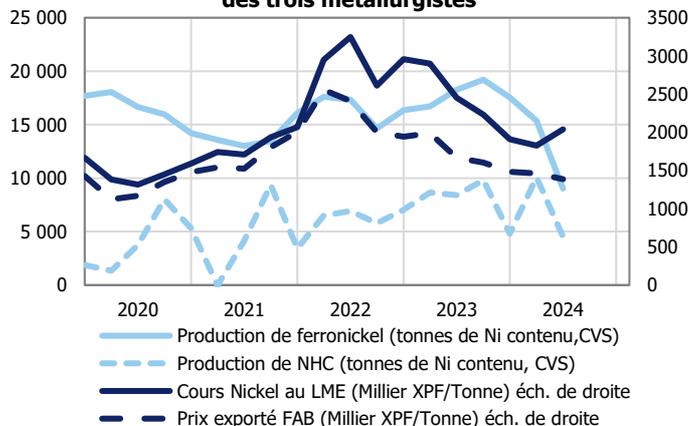
Des situations sectorielles fortement dégradées

Le secteur du nickel affronte une crise sans précédent

L'ensemble des activités minières du territoire est fortement touché par la crise que traverse le territoire depuis le 13 mai.

Le secteur métallurgique était déjà confronté à une crise sans précédent et les discussions autour du Pacte Nickel, proposé par l'Etat, n'ont pas encore abouti. La situation des trois métallurgistes est très délicate. Depuis l'annonce de retrait de Glencore, KNS a stoppé sa production au premier trimestre. La mise en sommeil « chaud » de l'usine du Nord arrive à échéance à la fin du mois d'août et aucun repreneur n'a été annoncé. KNS poursuit donc son processus de licenciement économique pour près de 1 150 salariés (soit environ 96 % de ses effectifs). L'activité de la SLN est très fortement ralentie. Les sites miniers de Thio et de Kouaoua sont totalement à l'arrêt depuis le début des émeutes, conduisant une partie des 2 200 salariés au chômage partiel. Ces difficultés majeures sur les sites d'extraction de minerai menacent directement l'approvisionnement de la SLN dont la survie de l'appareil productif en dépend à très court terme. Enfin, Prony Ressources est également à l'arrêt depuis les émeutes (difficultés d'approvisionnement énergétique, problème d'accès des salariés au site...). Une grande majorité des 1 350 employés a également été placée au chômage partiel.

Variation du cours et production métallurgique des trois métallurgistes



Source : ISEE, DIMENC, LME

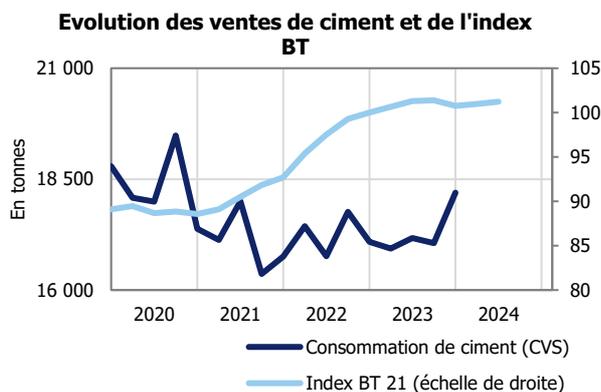
Après cinq trimestres de contraction, le cours du nickel au LME augmente (+10,8 % après -4,4 % le trimestre précédent, sans pour autant retrouver ses niveaux de 2023). Les stocks de nickel répertoriés au LME continuent d'augmenter (+15,7 % par rapport au trimestre précédent), confirmant le déséquilibre entre l'offre et la demande à l'échelle mondiale.

Au 2^e trimestre 2024, l'extraction minière est fortement impactée (-62,8 % sur trois mois, CVS). Elle se dégrade fortement sur un an (-67,2 %, CVS). La production métallurgique diminue également fortement (-46,1 % sur trois mois, CVS), tant la production de ferronickel (-41,2 % sur trois mois et -50,6 % en glissement annuel, CVS) que la production de NHC (-54,9 % sur trois mois et -46 % en glissement annuel, CVS).

Le secteur du BTP est à l'arrêt

Les soldes d'opinion sur l'activité passée et l'activité prévue du secteur du BTP se dégradent fortement et se situent nettement en deçà de leur moyenne de longue période. Le solde d'opinion sur les prévisions d'investissement atteint quant à lui un plus bas historique. Les soldes d'opinion sur les effectifs passés et prévus sont négatifs et indiquent donc une contraction de l'emploi dans le secteur du BTP, en lien avec la crise du marché immobilier.

Au 4^e trimestre 2023 (dernières données disponibles), les ventes de ciment s'étaient redressées (+6,7 %, CVS). Elles retrouvaient un niveau qui n'avait plus été atteint depuis 2021, mais qui reste particulièrement faible au regard de la moyenne de longue période. Le prix des matériaux de construction augmente légèrement au T1 2024 (+0,2 % sur le trimestre et +0,3 % sur un an pour l'index BT 21).



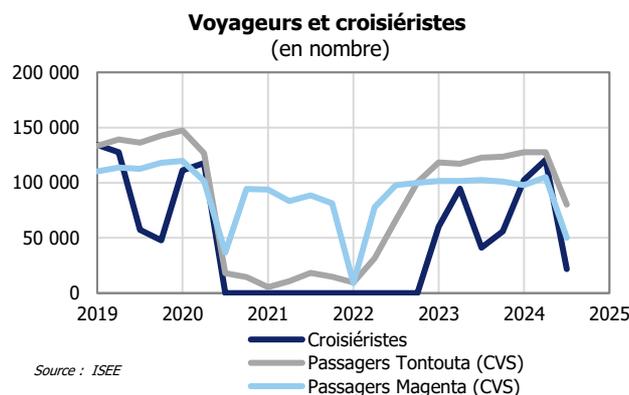
Source ISEE, TOKUYAMA, CVS par l'IEOM

Le pessimisme des professionnels du tourisme s'accroît

Les professionnels du tourisme anticipent une nette dégradation de l'activité pour les prochains mois.

Le trafic de croisière a rapidement été mis à l'arrêt à la suite des émeutes, après une bonne reprise au 1^{er} trimestre : seuls 8 paquebots ont fait escale sur le territoire au 2^e trimestre contre 43 le trimestre précédent (21 691 croisiéristes contre 120 000 au trimestre précédent soit - 82,0 % - données brutes).

L'aéroport de la Tontouta est resté fermé plusieurs semaines à partir du 13 mai, les vols commerciaux n'ont repris que très progressivement à partir du 5 juin. Certaines compagnies étrangères ont décidé de suspendre leurs vols vers la Nouvelle-Calédonie (Qantas et Air New Zealand, notamment). Le nombre de passagers transportés par avion est en recul au 2^e trimestre 2024 (-37,2 %, en données CVS). Le trafic aérien interne est également en forte dégradation (-52,4 % par rapport au 1^{er} trimestre, données brutes).



Source : ISEE

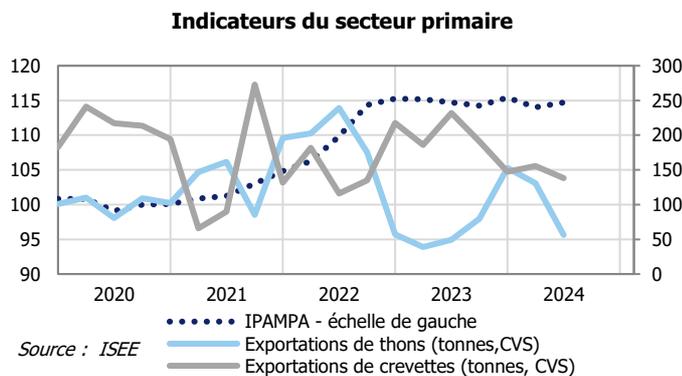
Le secteur primaire reste confronté à des perspectives encore plus incertaines

Au 2^e trimestre 2024, les professionnels du secteur primaire prévoient une nette dégradation de l'activité au cours des prochains mois.

Les indicateurs de la filière élevage sont mal orientés : déclin de 48,3 % des abattages de bovins (données CVS) et des abattages de porcins sur le trimestre (-35,2 %, CVS).

Les exportations de crevettes diminuent (138 tonnes exportées ce trimestre, soit -11,2 % sur 3 mois et -40,5% sur un an, CVS). Les exportations de thon reculent également (-56,8 % sur un trimestre, CVS) de même que le tonnage pêché (-33 % sur le trimestre CVS).

Le coût des intrants est toutefois stable au 2^e trimestre 2024 : l'IPAMPA (Indice mensuel des Prix d'Achat des Moyens de Production Agricole) gagne 0,6 % sur trois mois. Sur 12 mois l'indice est stable.



Source : ISEE

L'ACTIVITE ECONOMIQUE MONDIALE RESISTE, MAIS L'INFLATION PERSISTE

L'économie mondiale demeure résiliente dans l'ensemble. Elle échappe à la récession annoncée suite à la pandémie de Covid-19 et semble se diriger vers un « atterrissage en douceur » selon la FMI. Les dernières estimations prévoient une croissance mondiale stable en 2024, autour des 3,2 % déjà observés en 2023. L'inflation devrait toutefois baisser moins rapidement que prévu en avril 2024. En particulier, la hausse des prix des services freine la désinflation et ralentit le desserrement de la politique monétaire. La dernière édition du *World Economic Outlook* évoquait également le creusement des disparités entre les pays avec notamment une croissance particulièrement forte aux Etats-Unis. Toutefois, la croissance observée au premier trimestre 2024 atténue cette perspective. Le taux de croissance a été en effet supérieur aux attentes dans de nombreux pays, et plus faible que prévu aux Etats-Unis et au Japon.

Les prévisions concernant la croissance américaine sont ainsi légèrement revues à la baisse. Le FMI prévoit une croissance de 2,6 % pour les États-Unis en 2024 puis 1,9 % en 2025 sous l'effet du ralentissement de la consommation.

Dans la zone euro, l'activité semble avoir atteint un creux. Le FMI prévoit un taux de croissance de 0,9 % et 1,5 % en 2025. Ces prévisions sont conditionnées à une reprise de la consommation des ménages en lien avec la hausse des salaires réels, et à une hausse des investissements productifs à la faveur de l'assouplissement progressif de la politique monétaire en 2024.

En France, le PIB augmente de 0,3 % au 2^{ème} trimestre 2024 (après +0,3 % au premier trimestre) selon l'Insee. Cette évolution s'explique principalement par le dynamisme des exportations et un léger rebond de l'investissement. En revanche, la contribution de la consommation des ménages est nulle sur le trimestre. Selon les prévisions de la Banque de France, le PIB de la France augmenterait de 0,8 % en 2024.

Au Japon, le PIB s'est contracté de 0,5 % au premier trimestre 2024 après une croissance nulle au trimestre précédent. Selon le FMI, l'accord salarial shuunto devrait favoriser le redressement de la consommation privée à partir du second semestre.

Enfin, les prévisions de croissance des pays émergents et des pays en développement sont révisées à la hausse. Elles devraient être portées par les taux de croissance de l'Inde et de la Chine, respectivement estimés à 7 % et 5 %.

Sources : FMI, Eurostat, Insee, Banque de France

UNE REDUCTION PROGRESSIVE DES PRESSIONS INFLATIONNISTES DANS LA REGION

La plupart des économies de la zone Indo-Pacifique connaissent une situation de désinflation. Néanmoins, les augmentations de prix demeurent généralement au-dessus des cibles des autorités monétaires, les contraignant à maintenir une politique restrictive.

En **Australie**, l'activité continue de ralentir au premier trimestre, en glissement annuel (+1,1 %, après +1,6 % au quatrième trimestre 2023) comme trimestriel (+0,1 %, après +0,3 % au trimestre précédent). Ce ralentissement s'inscrit dans un contexte de hausse modérée de la demande intérieure (+0,4 % de consommation des ménages et +1,0 % de dépenses publiques), d'une nouvelle baisse de l'investissement (-0,9 %) et d'une contribution négative des échanges extérieurs (importations et exportations en hausse de respectivement 5,1 % et 0,7 %). Après cinq trimestres consécutifs de baisse, l'inflation repart légèrement à la hausse en juin (+3,8 %, contre +3,6 % en mars). L'accroissement des prix étant toujours supérieur à sa fourchette cible de 2 % à 3 %, la *Reserve Bank of Australia* a maintenu son principal taux d'intérêt directeur inchangé (4,35 % depuis novembre 2023). De son côté, le taux de chômage s'inscrit en légère hausse pour atteindre 4,1 % au second trimestre.

La croissance **néo-zélandaise** continue de ralentir en variation annuelle (+0,2 % au premier trimestre, après +0,6 % au quatrième trimestre 2023), tandis que la croissance trimestrielle repasse en territoire positif après deux trimestres de baisse (+0,2 %, après -0,1 % au trimestre précédent). Ce rebond d'activité s'explique par une hausse de la consommation privée (+1,6 %), de l'investissement (+0,6 %) et d'une réduction plus forte des importations (-6,1 %) que des exportations (-0,4 %). Les dépenses publiques s'inscrivent quant à elles en repli de 0,3 %. L'inflation se réduit progressivement depuis le pic de 2022 : l'indice des prix progresse de 3,3 % en juin, contre 4,0 % mars. En raison d'un niveau d'accroissement des prix encore légèrement supérieur à sa cible (fixée entre 1 % et 3 %), la *Reserve Bank of New Zealand* a maintenu son taux directeur inchangé (5,50 % depuis mai 2023). Du côté du marché du travail, le taux de chômage poursuit sa lente progression pour s'établir à 4,6 % au second trimestre.

En **Indonésie**, la croissance demeure forte (+5,1 % au deuxième trimestre en glissement annuel). En rythme trimestriel, elle rebondit fortement (+3,8 %, après -0,8 % au trimestre précédent). Ce dynamisme s'explique par une forte reprise de la consommation des ménages (+3,1 % au 2^{ème} trimestre) et des dépenses publiques (+19,6 %). En revanche, l'investissement recule légèrement (-0,7 %). Le taux d'inflation annuel ralentit à 2,5 % en juin (contre 3,1 % en mars), soit son rythme le plus faible depuis fin 2023. La *Bank of Indonesia* a augmenté son taux d'intérêt directeur de 25 points de base à 6,25 % en avril pour soutenir la roupie, répondre à la remontée des prix en début d'année et maintenir l'inflation annuelle entre de 1,5 % et 3,5 %. La situation sur le marché du travail s'améliore comme en témoigne la décreue du taux de chômage, estimé à 4,8 % au premier trimestre.

Sources : Stats NZ, Australian Bureau of Statistics, Statistics Indonesia